



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 21 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERRY CAPITAIN

Usine de Bussy
BP 33
52300 Vecqueville

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juillet 2023 dans l'établissement FERRY CAPITAIN implanté Usine de Bussy BP 33 52300 Vecqueville. L'inspection a été annoncée le 24 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au regard des conditions climatiques, Madame la Préfète de la Haute-Marne a pris un arrêté préfectoral portant adoption des mesures de limitation de certains usages de l'eau sur la zone d'alerte « Marne amont » le 19/07/2023. Le seuil d'alerte est franchi pour cette zone. L'inspection des installations classées a, par conséquent, déclenché une visite réactive en date du 28 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERRY CAPITAIN
- Usine de Bussy BP 33 52300 Vecqueville
- Code AIOT : 0005701290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Implantée sur le territoire de la commune de Vecqueville au lieu-dit Bussy depuis 1831, la société FERRY CAPITAIN est spécialisée dans la production de pièces en fonte (70 %) et en acier ordinaires, spéciaux ou inoxydables de grande taille, d'un poids unitaire allant de quelques dizaines de kilogrammes à plusieurs dizaines de tonnes.

Les pièces sont obtenues par moulage en sable à prise chimique de type furannique. Le métal est fondu dans des fours électriques à induction. Les ateliers de fonderie disposent des services connexes nécessaires tels que le modelage, le grenailage, l'ébarbage, le traitement thermique, la peinture, l'usinage, l'assemblage et les opérations de finition et de contrôles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Limitation des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1-I et 3	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours pour transmettre les documents

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de restriction	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant répond potentiellement aux critères d'exemption de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.

Il est cependant proposé à madame la préfète de la Haute-Marne de demander à l'exploitant de faire parvenir à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de confirmer cette exemption.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de restriction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- interdiction d'arrosage des pelouses et des espaces verts ;- interdiction de lavage des véhicules sans matériel adapté ;- interdiction de lavage des surfaces imperméabilisées ;- report des opérations des opérations exceptionnels consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées
Constats : Aucun arrosage d'espace vert n'est constaté sur site le jour de la visite. Par ailleurs, l'exploitant présente une note d'information à destination du personnel, datée du 27/07/2023, qu'il déclare avoir diffusée à tous les employés et affichée dans chaque service. Cette note fait état notamment des actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressources en eau et interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau. Ce point n'appelle pas de remarque supplémentaire de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Limitation des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1-I et 3																
Thème(s) : Autre, Sécheresse																
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																
Prescription contrôlée : Article 1-I : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Article 3 : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; [...]																
Constats : Article 1-I : Au regard des déclarations réalisées auprès de l'agence de l'eau et de ses factures d'eau, l'exploitant prélève, au total, plus de 10 000 m ³ d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau d'eau potable. Il est par ailleurs soumis au régime de l'autorisation ICPE. Il est donc visé par l'arrêté ministériel du 30/06/2023. Article 3 : Les déclarations réalisées par l'exploitant sur l'application de télédéclaration GIDAF font état des volumes prélevés suivants : <table border="1"><thead><tr><th>Année</th><th>Marne</th><th>Réseau AEP</th><th>Total</th></tr></thead><tbody><tr><td>2019</td><td>/</td><td>/</td><td>134657</td></tr><tr><td>2020</td><td>64915</td><td>5759</td><td>70652</td></tr><tr><td>2022</td><td>25914</td><td>4836</td><td>30750</td></tr></tbody></table> Les déclarations réalisées par l'exploitant auprès de l'agence de l'eau, pour la redevance prélèvement, font état des volumes prélevés dans la Marne suivants : 2020 : 64 915 m ³ . Les déclarations réalisées par l'exploitant auprès de l'agence de l'eau pour la redevance pollution font état des volumes prélevés dans le réseau AEP suivants : 2018 : 8 823 m ³ ; 2020 : 5 759 m ³ ; 2022 : 4 836 m ³ . L'exploitant déclare que la réduction de ses prélèvements d'eau a pour origine la mise en circuit fermé progressive du refroidissement de ses fours.	Année	Marne	Réseau AEP	Total	2019	/	/	134657	2020	64915	5759	70652	2022	25914	4836	30750
Année	Marne	Réseau AEP	Total													
2019	/	/	134657													
2020	64915	5759	70652													
2022	25914	4836	30750													
Observations : Au regard des volumes présentés, l'exploitant est parvenu à une réduction de ses prélèvements supérieure à 20% depuis 2019. L'exploitant est donc potentiellement exempté des mesures de réduction d'eau en période de sécheresse prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé. Toutefois, pour confirmer cette exemption et en application du point I.5° de l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées ses déclarations réalisées auprès de l'agence de l'eau pour la redevance prélèvements pour les années 2018 et 2022. Un délai de 7 jours est proposé pour transmettre les éléments.																

Il est proposé à madame la préfète de la Haute-Marne de faire parvenir à l'exploitant une lettre préfectorale afin de notifier cette demande à ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 7 jours